

Plus de 125 organisations de la société civile, dont Justice et Paix, ont adressé une lettre ouverte au Conseil européen et aux 28 États membres pour les appeler à durcir les règles sur les minerais des conflits.



Les entreprises mettent chaque année sur le marché européen des minerais, représentant des milliards d'euros, sans vérifier s'ils ont participé au financement de conflits armés ou de violations de droits humains. Ces minerais se retrouvent dans des produits de consommation courante comme les téléphones portables, ordinateurs, voitures et ampoules électriques. Depuis des années, des organisations de la société civile ont largement documenté les liens entre minerais, conflits et violation de droits humains, depuis le rôle des minerais dans le financement des groupes armés violents au recours au travail des enfants dans les mines.

****Faire appliquer les normes**

La lettre ouverte de la société civile formule une demande très simple: l'UE doit exiger des entreprises européennes qu'elles agissent avec [diligence](#) lorsqu'elles s'approvisionnent en minerais ou produits qui pourraient être liés à des conflits ou violation de droits humains. L'UE a adopté des règlements similaires dans d'autres secteurs, comme l'alimentation ou les services financiers. Cet appel est aussi entièrement en phase avec les standards internationaux existants que les États membres ont signé il y a plusieurs années. Néanmoins, les États membres n'ont pas été cohérents avec leur rhétorique sur le commerce responsable et ont cherché à laisser la majorité des entreprises en dehors de la portée de ce règlement, en poussant pour que ce dernier s'applique uniquement à un petit nombre d'entreprises européennes qui achètent des minerais dans leur forme brute, tout en

excluant complètement un nombre considérable d'entreprises qui importent dans l'UE des minerais dans des produits. Pire encore, une proposition des États membres datant de décembre dernier met à mal les standards internationaux eux-mêmes, quand bien même ces États s'y étaient engagés, en réduisant significativement les vérifications nécessaires pour certaines entreprises couvertes par le règlement. Si les États membres passent en force ces demandes au Parlement européen, alors que ce dernier avait voté pour une proposition beaucoup plus solide, le règlement n'aura certainement que très peu d'impact. La plupart des entreprises en Europe seront laissées libres de choisir si elles souhaitent ou non agir de façon responsable lorsqu'elles s'approvisionnent en minerais ou produits contenant ces minerais. Les limites d'une telle approche sont bien connues: des statistiques ayant une publicité importante montrent que très peu d'entreprises en Europe optent pour un comportement responsable. Reconnaisant ce problème, plusieurs pays à travers le monde (de la République Démocratique du Congo aux États-Unis) ont voté des lois pour réguler ce commerce. L'UE risque de nuire aux standards et efforts internationaux luttant contre ce problème global. Plus important encore, cela reviendrait à abandonner les communautés locales qui souffrent quotidiennement de la violation et des abus liés aux minerais des conflits. Pendant ce temps, les entreprises européennes continueront de profiter de ce commerce mortel.



Documents joints

[2016-06-13_plaidoyer_lettre_ouverte_a_la_presidence_neerlandaise_sur_les_minerais_des_conflits.pdf](#)